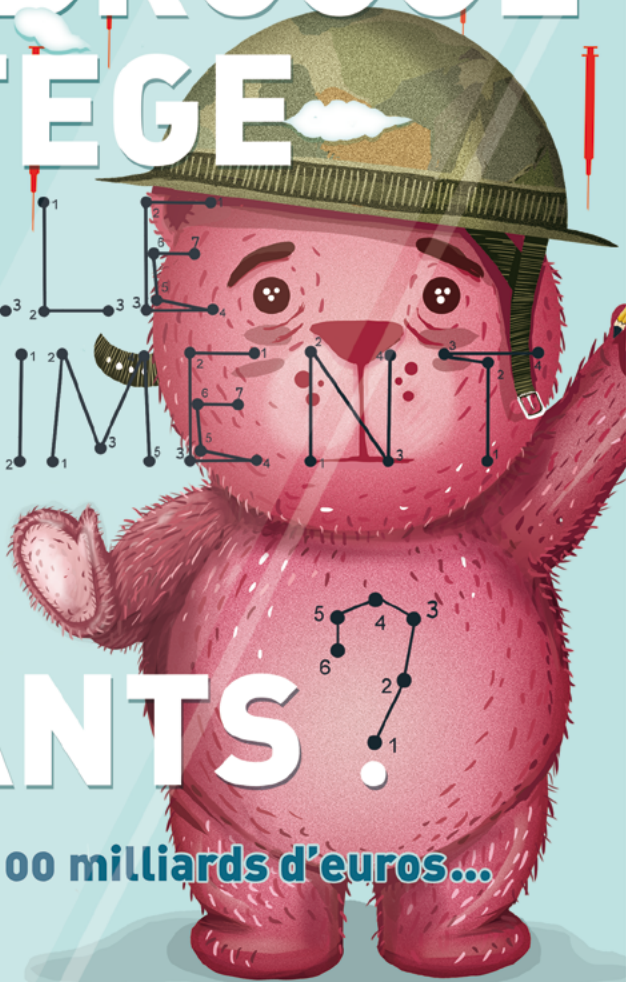


LA GUERRE A LA DROGUE PROTEGE



NOS ENFANTS

Un mensonge à 100 milliards d'euros...

ar

Changeons la politique
des drogues.

Nous avons tous été informés, au cours de notre éducation, de ce qui peut apparaître comme une évidence et cette information avait pour finalité de nous protéger. Certes, la consommation de produits psychoactifs n'est pas sans incidence. Mais finalement, sait-on vraiment pourquoi ces substances que l'on appelle « les drogues » sont interdites ? Les législations actuelles qui, en France comme partout dans le monde, définissent et sanctionnent les infractions en matière de stupéfiants, sont à reconsidérer au regard d'une dynamique historique, amorcée au début du XXème siècle, qui avait un tout autre objectif que l'interdiction...

« Les drogues sont interdites parce qu'elles sont **DANGEREUSES** »

L'enjeu était alors de créer un marché légal des drogues, et plus précisément de définir des règles de production, de fabrication et de commercialisation de substances naturelles psychoactives (le pavot dont est extrait l'opium, la feuille de coca et ses principes actifs, etc.), afin de répondre à des besoins en termes de santé (avec, par exemple, les médicaments antidouleur, à base de dérivés d'opium, très utilisés en médecine). Au cours du demi-siècle qui a suivi, se sont progressivement mises en place, (tout d'abord dans le cadre de la Société des Nations, puis après 1945, dans celui des Nations Unies) différentes normes économiques et juridiques posant les règles de ce marché légal et définissant ceux qui en étaient les acteurs.

Le contexte de répression que nous connaissons aujourd'hui, s'est constitué à l'initiative des Etats-Unis, au début des années 70 ; le président Nixon déclarant alors une « *guerre aux drogues et aux drogués* »... que personne n'avait demandée ! Certes, la création du marché légal des drogues avait aussi pour objectif de contrôler la circulation de substances potentiellement dangereuses, mais ce n'était en aucun cas sa motivation première, et encore moins elle n'avait pour volonté de mener une guerre contre celles et ceux qui consommeraient en dehors du marché légal...

Dès lors, les normes qui avaient été établies pour instituer le marché légal des drogues ont servi de base juridique pour construire un véritable appareil de guerre, une guerre dans laquelle nous sommes actuellement plongés et dont nous supportons le prix...

Quarante ans après, où en est-on ?

Depuis 2010, de nombreuses autorités politiques et scientifiques ont précisément décrit l'échec de la politique internationale de contrôle des drogues (l'expression couramment utilisée pour qualifier ce marché légal des drogues) et les multiples effets collatéraux de la « guerre aux drogues ». Non seulement les substances faisant l'objet de ce contrôle (les fameuses « drogues illicites ») sont de plus en plus en plus consommées en dehors du cadre légal et réglementaire (le nombre de consommateurs dans le monde a ainsi augmenté de 18% entre 2008 et 2012 pour atteindre près de 250 millions de personnes) mais, et cela est bien plus grave, l'application aveugle de cette politique a eu des effets désastreux sur le « vivre ensemble ». Quelques exemples, parmi les plus connus à l'échelle mondiale : incarcérations de masse aux Etats-Unis (notamment, et de façon disproportionnée, pour les populations noires et latino-américaines) ; déstabilisation sécuritaire et politique de l'Afghanistan et de l'Afrique de l'Ouest ; violence inouïe en Amérique latine et au Mexique en particulier (60 000 morts dans la guerre aux drogues lancée par le président Calderón en 2006) ; et bien sûr, propagation incontrôlée des épidémies de sida et d'hépatite virale C dans les pays les plus répressifs, comme en Russie où près de trois quarts des usagers de drogues sont infectés par le virus de l'hépatite C. Le tout sur fond de violations systématiques des droits humains un peu partout sur le globe, à des degrés différents selon les latitudes.

La France n'échappe pas à cette réalité. Notre pays est le pays d'Europe connaissant le plus fort taux de consommation de cannabis malgré une des politiques les plus répressives du continent. Et l'actualité quotidienne des « quartiers », pour ne donner que cet exemple, nous rappelle que des phénomènes de violence, autrefois associés à des pays assez différents et éloignés du nôtre, sont présents, bien présents, et mettent à mal notre cohésion sociale et républicaine.

Or, non seulement cette guerre est inutile et contre-productive, mais elle coûte cher, très cher – et pas seulement en vies humaines. A l'échelle mondiale, on a pu estimer que le coût des politiques répressives était au minimum de 100 milliards de dollars par an ! Dans le même temps, le marché mondial du trafic de drogues est toujours bien florissant, avec une hypothèse minimaliste de plus de 300 milliards par an. Quand les contribuables payent un dollar, les trafiquants en gagnent plus de trois ...

Et pendant ce temps, nos enfants sont toujours exposés à des produits vendus dans des conditions de plus en plus dangereuses et de mauvaise qualité. Exposant ainsi leur santé et leur sécurité... Un peu comme les amateurs de whisky au temps de la prohibition de l'alcool aux Etats-Unis.



Une autre politique est possible... ET NÉCESSAIRE !

Prenons un exemple : celui d'une voiture qui coûte excessivement cher, tombe souvent en panne, ne nous conduit jamais là où on le souhaite et constitue, de plus, un véritable danger pour soi et pour les autres (imaginons un défaut de fabrication du système de freinage !). Qui serait assez fou pour l'acheter et la conduire ? Et bien c'est pourtant le choix qu'ont fait nos dirigeants et les Nations Unies avec la politique actuelle de lutte contre les drogues...

N'est-il pas temps de revisiter enfin cette politique pour inventer un système plus efficace, qui protégerait non seulement nos enfants mais améliorerait également et globalement notre « *vivre ensemble* » ?

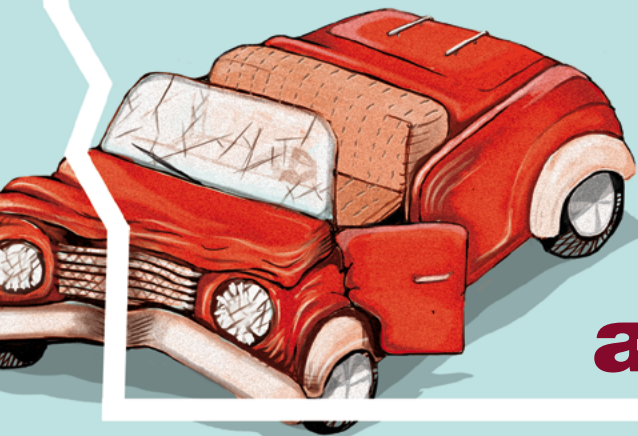
Ne vaudrait-il pas mieux réinvestir les fonds publics inutilement gaspillés dans cette guerre vers des dépenses d'utilité sociale et favoriser ainsi la paix dans nos quartiers ?

D'ores et déjà, différents pays ont décidé de franchir ce pas, en particulier en ce qui concerne la régulation du cannabis. C'est le cas de l'Uruguay et de certains Etats américains. Comme pour d'autres marchés de produits psychoactifs (ceux de l'alcool et du tabac), celui des drogues, encore aujourd'hui illicite, peut être réglementé.

Mieux encore, un grand nombre d'anciens chefs d'Etat et de responsables politiques de haut niveau (dont l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan) demandent que soit définie aujourd'hui une nouvelle politique internationale des drogues, qu'elle soit efficace, moins coûteuse et, surtout, moins dangereuse pour les Etats, les sociétés et les individus.

Aucun d'entre eux n'est Français...

Et si nous aussi nous changions de conduite ?



5 passage de la Moselle
75019 Paris
06 12 91 02 25
coordination@a-f-r.org
www.A-F-R.org

a r Changeons
la politique des drogues.